

# ALARME <sup>4<sup>F</sup></sup> N° 10

Organe du **F**erment **O**uvrier **R**évolutionnaire en France

**PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS,  
SUPPRIMEZ LES ARMEES, LES POLICES, LA PRODUCTION DE GUERRE,  
LES FRONTIERES, LE TRAVAIL SALARIE!  
ARMES, POUVOIR, ECONOMIE AU PROLETARIAT!**

## POLOGNE : GREVES DE MASSE

Les  
prolétaires  
n'ont pas de  
patrie.

*K. Marx, Manifeste du  
Parti communiste,  
1848*

Guerres entre blocs impérialistes ( par l'intermédiaire des pays sous-développés), pillages, massacres... chaque jour nous apporte son lot d'actualités devenues habituelles. La société "humaine" nous apparaissant comme une machine bien huilée qui nécessite quotidiennement sa ration de chair humaine, absurde rituel rendant hommage au Dieu CAPITAL. Mais, parfois, tente de se dresser la seule classe de la société qui puisse liquider tout cela, émanciper l'humanité et bâtir la première des sociétés humaines de l'histoire : le prolétariat. Et à chaque fois qu'il fait sentir sa force, les exploités, les oppresseurs, les falsificateurs, tremblent.

Depuis plusieurs mois, c'est en Pologne qu'a commencé à se dresser la classe ouvrière, avec ténacité, mais avec difficulté car les mystifications dont elle doit se débarrasser sont grandes. Cependant, ce mouvement contrairement à tous les triomphalistes qui veulent faire coïncider la réalité avec leur théorie, montre beaucoup plus d'insuffisances du point de vue révolutionnaire que d'aspects positifs tant au point de vue du mouvement polonais à proprement parler qu'au niveau de la lutte prolétarienne mondiale.

Nous ne prétendons évidemment pas avoir toutes les cartes en main pour analyser correctement et sans équivoque le mouvement polonais, vu que ces cartes sont fabriquées puis distribuées par le capitalisme à travers ses moyens d'information-déformation. Il y a certainement beaucoup de choses qui nous sont cachées par la presse mondiale. Cependant, malgré cela, malgré l'existence quasi certaine de minorités plus radicalisées, le mouvement dans son ensemble est imbibé de conceptions ultra-réactionnaires devant être non seulement mentionnées par la presse révolutionnaire mais ouvertement critiquées et combattues. Rien ne sert de s'extasier parce que des millions de prolétaires font grève et protestent contre les CONSEQUENCES du système. La tâche des révolutionnaires est de critiquer toutes tendances réactionnaires d'un mouvement quelque soit la quantité de prolétaires qui y participe. Sans quoi, on ne sert à rien. La critique sera une arme tant que le prolétariat, le mouvement international de subversion totale de la société, n'aura pas dépassé par sa pratique les conceptions défendues aujourd'hui par les révolutionnaires eux-mêmes. Telle est une des tâches importantes des communistes.

Il y a quelques mois, les prolétaires polonais avaient entamé une première étape dans leur révolte: étape économique et organisationnelle. Economique car s'attaquant à la pénurie que leur infligent ceux qui les exploitent. Organisationnelle en créant une organisation de masse qu'ils ont appelé syndicat. Appellation, notons-le immédiatement, qui a marqué un niveau de conscience limité à la simple remise en question d'abus au sein du système d'exploitation. Les prolétaires ont ensuite tourné leurs efforts contre l'Etat. Bien sûr, leurs attaques furent encore timides visant seulement à contrôler l'appareil répressif de l'Etat et non à le détruire; mais ces attaques sont déjà un pas en avant de plus dans un pays où l'Etat règne en maître absolu. Les prolétaires par leur simple présence ont contraint l'Etat à relâcher des ouvriers ayant dérobé puis rendu publics des dossiers de la police. Les dirigeants du nouveau syndicat ne savaient visiblement plus que faire pour empêcher la nouvelle vague de grèves qui allait déferler si satisfaction n'était pas donnée par rapport aux emprisonnés. L'ampleur du mouvement, la solidarité au sein de la classe ouvrière ont ébranlé le pouvoir stalinien en Pologne et par ce fait inquiété le capitalisme international et principalement le capitalisme russe. Le Capitalisme mondial avait pourtant déjà été mis à l'épreuve par des mouvements prolétariens dans des pays où la classe ouvrière exerce soi-disant le pouvoir ( Hongrie 56, Tchécoslovaquie 68, Pologne 70, Pologne 76...). Ce qui est important dans le mouvement polonais, c'est qu'il contribue à démystifier en pratique les régimes dits socialistes, montrant clairement que ceux qui produisent les richesses en sont dépossédés tout comme en occident.

Dans la lutte, les ouvriers se sont servis et se servent de la structure syndicale qu'il leur a été permis de fonder et qui au début n'avait pas encore eu le temps de vraiment s'intégrer à l'appareil d'Etat, les événements allant plus vite que la tendance naturelle qui pousse le nouveau syndicat à jouer un rôle réellement syndical. Cependant, si cette structure en tant que simple rassemblement d'ouvriers a contribué au mouvement de révolte par la poussée prolétarienne, elle s'est néanmoins révélée et se révèle maintenant de manière définitive dans ce qu'elle a de syndicale, un organisme anti-ouvrier. La direction du nouveau syndicat entend bien que celui-ci se limite à n'être qu'un syndicat. Aussi tente-t-elle d'isoler les grèves et surtout de démoraliser les ouvriers en cherchant à développer chez eux la crainte de l'intervention russe, le matraquage à propos de la sauvegarde de l'économie nationale ( matraquage facile lorsqu'on connaît la force du nationalisme en Pologne ), le tout pour assagir le prolétariat qui pourrait très bien en pratique dépasser les conceptions réactionnaires qu'il a dans la tête.

Ayant parlé des aspects positifs ( la création et la consolidation du nouveau syndicat n'en étant pas un ) nous devons parler des limites du mouvement et de ces aspects négatifs.

Sur le terrain économique, alors que le Parti répressant le capitalisme-d'Etat, gaspille les ressources en frais d'armement ( armée, police ), en travaux parasitaires, en corruption de fonctionnaires, sans compter la quantité de plus-value allant directement à Moscou, le Comité inter-entreprises de Gdansk fit, comparativement aux premiers élans, un énorme pas en arrière dans ses revendications salariales au nom " d'une économie nationale endettée qu'il faut sauver". Même les premières revendications étaient en deçà de la somme quotidiennement gaspillée par les avaleurs de plus-value russes et polonais. Aucune des revendications ne remis en cause cela. Avant les premières grèves, le gouvernement se sachant menacé avait ordonné aux dirigeants provinciaux de faire des concessions économiques à l'apparition des premiers symptômes de grève. Sa préoccupation principale consistait en ce que le prolétariat ne comprenne pas que sa situation matérielle ne peut changer fondamentalement sans briser la structure Capital-Salaire sur laquelle repose la pouvoir polonais.

Sur le terrain politique, alors que le prolétariat était en pleine offensive, il a accepté de fait la main mise sur le pouvoir par le Parti existant ( malgré le retrait sur le texte officiel du syndicat Solidarité de la clause suivant laquelle le Parti est reconnu comme organe dirigeant ) au moment même où le gouvernement reculait sans cesse, sans savoir où donner de la tête et que le pouvoir aurait pu de fait se retrouver entre les mains des ouvriers en mouvement. Bien entendu "le droit de grève" et les syndicats libres furent et sont présentés comme une victoire par les syndicalistes, les religieux, les démocrates polonais ainsi que par les médias des pays capitalistes occidentaux.

Le mouvement polonais, malgré la peur qu'il a inspiré et qu'il inspire encore à la racaille gouvernante, s'est en définitive laissé diriger par tous les réactionnaires apparemment plus "progressistes" que le Parti-Etat ( dirigeants syndicalistes de tout poil , église etc... ). Certes, Walesa n'a pas obtenu l'entière approbation du prolétariat polonais, mais à aucun moment il ne fut écarté de la direction du mouvement, ses appels au calme ayant coïncidé avec les "concessions" gouvernementales. Le nationalisme et l'esprit religieux de l'immense majorité prolétarienne ont fait le reste pour soumettre totalement le prolétariat au Capital malgré les protestations incessantes des ouvriers contre ceux qui administrent et détiennent le Capital.

L'église, restée dans l'ombre pendant quelque temps ( temps très court ) réapparaît aujourd'hui à grands coups publicitaires sans être aucunement inquiétée par le mouvement ou du moins par un de ses secteurs importants. C'est ainsi que nous avons pu voir lors de l'acte commémoratif sur la répression de Gdansk en 70, 300 000 personnes dont une partie avait les représentants du pouvoir, applaudir les discours de Walesa écrit directement par un représentant de l'église catholique en Pologne. Tant que la révolte ne s'exprimera pas contre ceux (l'église principalement ) qui s'allient ouvertement au Parti-Etat, nous ne pourrions dire qu'en Pologne le prolétariat agit en force indépendante, en classe pour soi. La religion est "l'opium du peuple", et c'est en tant que telle qu'elle réussit encore aujourd'hui à châtrer le mouvement ouvrier en Pologne.

Une autre des mystifications du mouvement, garante de la domination capitaliste est le syndicalisme. Les syndicats partout dans le monde, de par leur forme et leur fonction, plient la classe ouvrière aux exigences capitalistes, dévient toute lutte à caractère prolétarien de son objectif historique. Sans rentrer ici, au fond de la question syndicale, précisons toutefois une chose importante. "Les conquêtes salariales" ne sont point des conquêtes, car elles amènent en contre-partie un bénéfice encore plus grand pour le capital, sans compter que celui-ci dispose de tous les moyens pour les annuler s'il n'est pas détruit. Pour la classe ouvrière mondiale, une seule revendication économique est urgente et de grande transcendance vis-à-vis des pays hypocritement dits socialistes. Cette revendication décisive que doit imposer le prolétariat en lutte, est l'appropriation, la gestion et la distribution de la richesse sociale par la collectivité prolétarienne, irréalisable sans la prise du pouvoir politique. Alors le prolétariat sera en condition non de négocier la quantité et le comment de son exploitation, non en condition de demander, mais de décider selon ses besoins. Il n'existe pas d'autre solution au problème.

Nous avons essayé de donner notre interprétation du mouvement polonais, mais elle serait incomplète sans l'insérer dans le contexte international. Car toute

lutte prolétarienne quelque soit son niveau de combativité et de conscience, est vouée à l'échec sans la solidarité active d'au moins une partie importante de la classe au niveau national et mondial. Et cette solidarité de classe ne s'est absolument pas manifestée dans le monde. Pas une manifestation (même pacifique!) pour démontrer la solidarité de classe. Ceci, malgré de temps en temps quelques luttes radicales isolées, montre le retard énorme du mouvement ouvrier d'autant plus que toutes les conditions matérielles objectives sont archi-présentes pour balayer l'immonde système que nous subissons. La gauche et l'extrême gauche nous ont encore montré concrètement ce qu'elles sont réellement : des forces anti-communistes. Appuyer les dissidents réactionnaires est moins dangereux et plus avantageux que d'appuyer une classe ouvrière en action.

La révolution devra s'imposer contre toute la racaille capitaliste du monde, en détruisant ses tanks, ses effigies, ses croix et tout ce qui sert à nous imposer notre vie d'esclave salarié. Sans solidarité active internationale, le mouvement polonais, embourbé dans ses limites, se révélera impuissant.

25-12-80

## Pologne: Solidarité de classe.

Depuis des mois, la classe ouvrière polonaise se dresse face à l'Etat. Elle est menacée par un énorme appareil répressif intérieur, que renforcent aux frontières les armées de Moscou et ses vassaux, prêts à déclencher le massacre comme en 1970 et 76 déjà. Ces luttes prouvent que le prolétariat, loin d'exercer le pouvoir, le subit et ne le supporte que par la force policière, renforcée par l'Eglise et les capitaux occidentaux. Ce pouvoir se dit celui du socialisme, mais ses représentants, ramassés de crapules, appellent ainsi leur monopole du capital et donc de l'exploitation de la classe ouvrière. L'énorme produit excédant la "consommation" des travailleurs (plus-value, exploitation) ils le consacrent à la guerre, à la police, au mouchardage, à payer tribut à leur "grand frère russe" et à se repaître de tout ce dont les ouvriers manquent.

FACE A LA SOLIDARITE INTERNATIONALE CAPITALISTE, OPPOSONS LA SOLIDARITE INTERNATIONALE PROLETARIENNE.

Le triomphe du prolétariat polonais dépend de sa capacité à briser les limites dans lesquelles il est encore enfermé (Religion, Nationalisme, Syndicalisme) et de la capacité du prolétariat international à dépasser sa propre passivité.

Pour notre part nous devons donc nous mobiliser dès aujourd'hui ici et tout de suite contre le capitalisme international en luttant contre notre propre capital national sur tous les terrains (économique, politique et social). Pour lutter énergiquement nous devons nous démarquer de tous ceux qui défendent même critiquement les régimes à la polonaise comme socialistes à Etat ouvrier ou Etat ouvrier dégénéré (à savoir les P"C", P"S", extrême gauche et syndicats). Cette démarcation passe par une lutte ouverte contre eux.

Cette lutte montrera:

- Que démocratie, dictature, ou ce que l'on nous fait passer pour du socialisme, ne sont que des apparences qui tentent de voiler la réalité:

LA DICTATURE MONDIALE DU CAPITALISME sur LE TRAVAIL, SUR CEUX QUI PRODUISENT LA RICHESSE SOCIALE et QUI EN SONT PRIVÉS, au nom du Pape, de l'économie nationale, du "socialisme", de l'Islam et autres supercheries du même type.

- Que le socialisme sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes niant partout leur rôle de classe exploitée que le capitalisme leur impose.

Seule l'union grandissante des travailleurs et la lutte consciente de ceux-ci peuvent en finir avec le système mondial d'exploitation, de misère et de guerre.

PAS DE COMPROMIS, LUTTE ANTI-CAPITALISTE !

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS, SUPPRIMONS LES ARMEES, LES POLICES, LA PRODUCTION DE GUERRE, LES FRONTIERES, LE TRAVAIL SALARIE !

ARMES, POUVOIR, ECONOMIE AU PROLETARIAT !

TRACT du 8.12.80

# CHÔMEUR-NON CHÔMEUR, MÊME ESCLAVAGE !

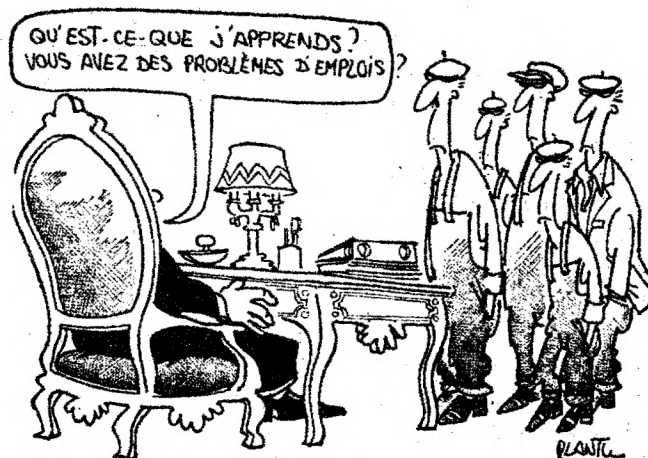
De la droite à la gauche on se plaît à nous répéter que le chômage n'est pas une fatalité et que l'on peut lutter contre lui soit en votant à gauche, soit en acceptant des sacrifices chaque jour plus importants en attendant des jours meilleurs ; connerie et toujours connerie !

Le chômage est fatal : il est la fatalité du système capitaliste, l'exploitation de l'homme par le travail salarié.

L'introduction de nouvelles techniques, l'automation font qu'aujourd'hui des millions d'ouvriers sont jetés au chômage pour permettre à chaque économie nationale d'écraser l'économie des autres pays à travers une exploitation plus sauvage de nos camarades prolétaires de l'étranger et de nous-mêmes. La concurrence entre l'économie française et l'économie italienne, allemande ou russe entraîne dans son engrenage la misère sociale et matérielle de millions d'individus sur toute la planète. Tout progrès que la science accomplit se retourne contre les prolétaires qui en sont pourtant à l'origine par leur sueur et leur sang, et au contraire profite à tous les bureaucrates et bourgeois de la classe capitaliste. La gauche, avec à sa tête le P"C" et le P"S" nous affirment aussi que le capitalisme est en crise, qu'il est mal géré, et que c'est pour cela qu'il y a chômage : mensonge ! Tant que des hommes seront obligés de se vendre à un patron ou à un Etat ( et c'est le cas pour les pays dits "socialistes") pour vivre, tant que subsisteront les classes sociales, il y aura chômage, il y aura guerre, il y aura misère dans tous les rapports entre les hommes, il y aura vie misérable qu'aucun "salaire digne" ne rendra supportable. Telle est la réalité du capitalisme, système social abject qui se sert des hommes comme de simples objets dont il se débarrasse après usage ( et usure ).

Le capitalisme n'a pas de frontières : de la Russie aux USA, et de la Chine au Nicaragua en passant par l'Algérie ou Cuba, il est le gardien de l'immense camp de travail du prolétariat mondial. Les chômeurs français doivent engager une lutte de classe contre le capitalisme non pas seulement pour obtenir "le droit" de retourner dans l'immense guettho de l'usine ou du bureau; la lutte des chômeurs (et nous sommes tous des chômeurs en puissance) doit être la lutte des prolétaires pour la destruction du capital et de tous ses défenseurs : P"C" P"S" et syndicats, etc... Y'en a marre de suer, de se faire chier pour une poignée d'individus. Ce ne sont ni les patrons ni l'Etat, ni les partis qui nous nourrissent, c'est notre travail qui les fait vivre et bien vivre. Chaque jour de notre putain de vie, l'Etat, les patrons et les syndicats magouillent pour que nous leur restions soumis ! Chômeurs on vous fait l'aumône, on vous donne des "allocations", c'est-à-dire qu'on continue à vous traiter en esclaves auxquels il faut donner de quoi survivre ( et encore...) et accepter n'importe quel salaire, n'importe quelle condition de travail. La seule perspective pour les chômeurs comme pour tout salarié, c'est l'abolition du salariat ! il faut attaquer le capital, le détruire pour en finir avec notre exploitation.

Notre but, est la seule alternative pour nous prolétaires, ouvriers et employés est d'imposer une société où la production se fera directement en fonction des besoins. Pour y parvenir, nous devons nous organiser contre les syndicats, les partis et tous les salauds qui veulent que nous restions des esclaves ou de la chair à canon. Chômeurs nous le sommes parceque le capitalisme existe, nous ne deviendrons des hommes que par la révolution et dans le communisme.



# CONTRE L'UNITÉ NATIONALE!

Toutes les tendances et forces capitalistes de la majorité jusqu'à l'opposition, en passant par les gauchistes, les flics, les écologistes, les féministes, etc... ont appelé leurs adeptes à manifester contre le fascisme. Le troupeau de moutons a déferlé sur Paris et la province, et a bêlé bien haut que le fascisme ne passerait pas

Oui, c'est sûr, le fascisme - dans sa signification exacte - ne passera pas; mais pas parce qu'il a en face de lui des forces politiques qui se prétendent prêtes à le combattre, mais parce qu'il est mort. Il est mort car les deux facteurs qui lui ont permis d'exister ne sont plus. A savoir, d'une part la situation sociale, économique et nationale de crise et d'après-crise, d'autre part et surtout, le niveau d'accumulation d'alors du capital (avant la 2<sup>e</sup> guerre mondiale). En effet, ce niveau nécessitait les premières tentatives de dirigisme d'Etat en temps de paix et laissait encore des possibilités de créations d'impérialismes en dehors des U.S.A. et de la Russie. Aujourd'hui le niveau d'accumulation atteint est bien plus élevé et l'heure est à la concentration et à la centralisation ultime des moyens de production aux mains de l'Etat, l'heure est au capitalisme d'Etat et donc aux partis qui luttent pour cette forme du capitalisme, qu'ils soient inféodés directement à Moscou (les P."C" et leurs valets trotskystes) ou à Washington (Chine et C<sup>o</sup>). L'heure n'est donc plus à ces premiers essais de dirigisme d'Etat qui sont totalement dépassés. Si le fascisme a pris le pouvoir en Allemagne c'est parce qu'il correspondait aux intérêts d'une grande partie de capitalistes allemands. Aujourd'hui les capitalistes français et internationaux investissent en grande majorité sur les Giscard, Rocard et Marchais et les Partis qu'ils représentent. Les investissements sur les groupes qui se réclament du fascisme sont extrêmement faibles. A budgets différents méthodes différentes. Les uns se paient des partis de masses, des journaux quotidiens, des succursales dans toute la France, les autres n'ont qu'un auditoire très réduit et quelques publications. Les uns agissent en forces capitalistes dominantes, répriment quand ils l'estiment nécessaire avec leurs puissants services d'ordre (flics, services d'ordre syndicaux, armée) les autres agissent en force capitaliste exaspérée. de ne pouvoir dominer la situation actuelle du capitalisme, ils agissent en force capitaliste dépassée, disposant des explosifs au milieu de ces "masses" qu'ils ne contrôlent plus. De plus leur existence ne dépend que du bon vouloir de ceux qui détiennent le pouvoir actuellement.

Enfin, aujourd'hui la possibilité, n'existe pas pour un pays différent des USA et de la Russie, de devenir un troisième bloc impérialiste au même titre que ces deux pays. Le Fascisme et le Nazisme se concevaient comme tels, ainsi que ceux qui s'en revendiquent encore aujourd'hui.

Quel courage alors de vouloir tuer ce cadavre que veulent réessusciter ceux qui le défendent et ceux qui prétendent le combattre ! Quelle victoire pour les capitalistes lorsque le prolétariat accepte de suivre un terrain de lutte qui ne peut être le sien ! Luttant ainsi le prolétariat est sur un terrain capitaliste, il est noyé, fondu à l'intérieur d'une entité, d'une entité nationale qui se consolide à mesure que le capital augmente sa domination sur lui.

Les forces capitalistes dans leur quasi totalité (majorité, opposition, "gauchiste") sont prêtes à sacrifier l'infime minorité de forces capitalistes qui se réclame du fascisme, pour pouvoir amener le prolétariat dans une impasse, celle de la lutte contre le fascisme représenté par tous les "démocrates" comme l'ignominie consacrée. On veut nous faire traquer les vestiges d'une époque révolue, les "méchants fascistes". Vaicu militairement par d'autres pays capitalistes, à cause de leurs propres intérêts capitalistes et non à cause de leur considération envers "l'être humain démocrate par essence" le fascisme a été ce que l'on montrait comme le nec plus ultra de l'horreur alors que le stalinisme sévissait déjà d'une manière encore plus bestiale contre le mouvement ouvrier et les hommes en général. Il est aisé aujourd'hui pour les défenseurs du capitalisme de faire payer ceux qui ont été vaincu militairement en combat inter-impérialiste pour aboutir à un abrutissement encore plus fort du prolétariat ainsi que pour obtenir une docilité plus grande de la part du prolétariat face à ses exploités "anti-fascistes". Les têtes fascistes sont alors, comme dans les cas des attentats de Bologne, Munich et Paris, le ciment de l'unité nationale. De tels attentats pourraient très bien être manigancés directement par

l'Etat, ils sont déjà directement ou indirectement protégés par lui. Le fascisme réalisa pendant un temps, en Allemagne l'unité nationale grâce entre autre à la lutte anti-sémite, aujourd'hui le capitalisme français tente de réaliser l'unité nationale grâce à la lutte anti-fasciste. Les révolutionnaires qui luttent pour l'apparition du prolétariat révolutionnaire sur la scène de l'histoire, ne peuvent que lutter énergiquement contre toutes ces tentatives du capitalisme qui veut dissoudre le prolétariat dans un conglomérat anachronique et réactionnaire : l'unité nationale. Il n'y a pour le prolétariat d'autres frontières que les frontières de classes..

Aujourd'hui où les armes sont plus que forgées pour la victoire de la révolution sociale mondiale, le capitalisme étant toujours en vie, est un système sans raison d'être sociale, un système décadent. A l'heure où le prolétariat a plus que la capacité potentielle pour détruire le capitalisme international, et ce depuis le début du siècle, seule la révolution sociale et les tâches qui en découlent sont à l'ordre du jour pour les révolutionnaires.

Il s'agit donc de lutter contre tous les partis qui défendent le système basé sur notre exploitation, et principalement contre ceux qui portent en eux-mêmes l'évolution réactionnaire ultime du capitalisme: le capitalisme d'Etat. Ces Partis sont principalement les P"O". Ajoutons que leur anti-fascisme est faux, ce sont eux qui hier ont aidé l'accession au pouvoir du fascisme en Allemagne, et des franquistes en Espagne, et qui aujourd'hui de par le monde, principalement dans les pays où il règnent le capitalisme d'Etat, traquent, torturent, emprisonnent des millions de prolétaires. Les capitalistes russes comme leurs homologues occidentaux sont tout à fait intéressés à maintenir au sein du prolétariat le racisme comme moyen de division du prolétariat, malgré tout ce qu'ils pourront dire, et ce du Nord au sud et de l'Est à l'Ouest. Si le racisme existe c'est qu'il est inhérent au système d'exploitation et que de plus il est fomenté par celui-ci.

Tous les Partis, toutes les forces qui ont appelé au défilé, sont directement ou indirectement partie-prenantes de la barbarie capitaliste, soit parce qu'ils le défendent soit parce qu'ils le justifient, ce qui revient au même. Ce système ne peut plus apporter que la barbarie. La centaine de morts par attentats de cet été n'a été qu'une infime partie de la quantité de prolétaires tués par la barbarie capitaliste durant la même période. En effet les "accidents" de travail ont-ils disparu ? La guerre a-t-elle arrêté de ravager une partie du monde un seul instant ? Les camps de travail et d'extermination Russe, Chinois... ont-ils arrêté de fonctionner ?

Alors assez d'hypocrisie et de mensonges, prolétaires ne nous allions qu'avec nous-même contre ceux qui nous exploitent ou veulent nous exploiter s'ils ne sont pas encore au pouvoir. Et il est clair que notre principal ennemie n'est pas le fascisme, cadavre du point de vue historique, mais bien tous ceux qui prétendent être dans le camp ouvrier et qui défendent la propriété d'Etat pour nous soutirer de la plus-value (P"O" et consors). Ennemi beaucoup plus dangereux ne serait-ce que par leur nombre, leurs moyens et leur hypocrisie abjecte.

§ Ecrivez-nous! §  
 § Prenez contact avec nous! §  
 § Militez pour la Révolution §  
 § Socialiste! §

**ADRESSES DU F.O.R. HORS DE FRANCE:**

Espagne (ALARMA): écrire à l'adresse suivante sans autre mention:  
 Apdo 5355, Barcelona

Grèce (SYNAYERMOS): écrire pour l'instant à l'adresse de Paris

**GROUPE SYMPATHISANT:**

U.S.A. (The ALARM): écrire à:  
 FOCUS, Box 26481 Custom House,  
 San Francisco

Imprimerie: Ed. F.L.  
 33 rue des Vignoles, 75020  
 Dépôt légal: 3<sup>e</sup> trimestre 1980  
 Directeur de la publication:  
 P. Maréchal  
 Commission paritaire: n°61890

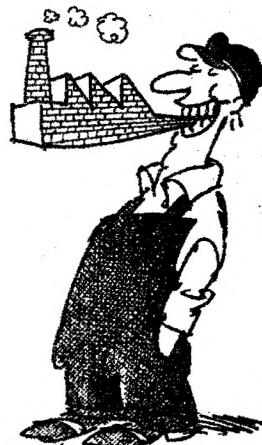
Pour toute cor. spondance:  
 ALARME  
 Boite Postale 399  
 75624 Paris cedex 13

# QUELQUES MYSTIFICATIONS DU CAPITAL

## CONTROLE ET ECRASE-TOI!

Toutes les organisations officielles de la pseudo-opposition "socialiste", "communiste", "trotskiste" etc... prétendent s'affronter au capital en nous proposant le contrôle ouvrier de la production comme solution anti-capitaliste. Ce slogan, sorti de son origine historique est l'un des plus démagogiques aujourd'hui pour maintenir le même système d'exploitation. Contrôle, travaille et tais-toi, ils s'occuperont du reste. D'autre part il serait injuste de prêter la défense du contrôle ouvrier à la seule "opposition" car les représentants communément appelés de droite n'ont aucun inconvénient à le défendre, et il suffit de constater la propagande faite périodiquement sur la revalorisation du travail manuel et sur l'acceptation d'usines cogérées ou autogérées dans des pays comme la France ou l'Allemagne de l'Ouest.

L'idée de contrôle ouvrier de la production défendue par les bolcheviks en Russie (1917), n'était considérée que comme un moment transitoire dans le processus de transformation sociale et était liée à la nécessité absolue de développer le capitalisme dans un pays économiquement arriéré sous le contrôle d'un pouvoir politique ouvrier dans l'attente de la révolution communiste dans les pays les plus industrialisés tel l'Allemagne. Aujourd'hui il ne peut plus s'agir de cela, le capitalisme mondialement est plus que suffisamment développé pour être détruit partout. Ce qui originellement fut considéré comme un moment transitoire, nous est présenté comme une mesure socialiste par tous ceux qui en définitive se sont pliés au capital national et/ou à l'un des deux impérialismes dominants, Russie et Etat-Unis.



Les défenseurs du capitalisme, sont avant tout intéressés par le fait que le prolétariat soit contraint de vendre sa force de travail pour survivre, nécessité de base pour le maintien du capitalisme en tant que système. Ses défenseurs en tout genre, conscients de l'inhumanité toujours plus grande et de la décomposition sociale, cherchent les moyens de tromper ceux sur qui en définitive repose le système, la classe exploitée. Ce n'est pas pour rien que tous les termes à signification révolutionnaire ont été déformés au point de leur faire perdre leur signification réelle. La contre-révolution russe nous en a donné la triste preuve. On nous fait toujours prendre des vessies pour des lanternes à travers ces fantastiques organes de propagande que sont les Partis anti-ouvriers (P"O", P"S", L"O"U"R" etc...) et les syndicats.

Le capitalisme a atteint un degré de concentration néfaste pour le développement social, nous pouvons le constater sur tous les aspects du monde contemporain. Celui-ci est même incapable de respecter "les droits de l'homme", droits imposés par la bourgeoisie pour la bourgeoisie. Que pouvons-nous contrôler, si nous acceptons de le faire, d'un monde incapable de se contrôler lui-même ? En plus de vendre notre force de travail nous devrions discuter avec le patron ou l'Etat de la production à réaliser, de la vente des produits (dont notre force de travail) etc... En définitive nous devrions nous transformer en aide actionnaire au service du capitalisme qui nous exploite. Ce qu'ils veulent c'est nous intéresser à notre propre exploitation, exploitation de laquelle l'Etat (ouvrier nous diront-ils !) à travers les nationalisations à outrance profitera. Tout cela sert en fait à nous écarter du terrain de la lutte de classes, de la transformation radicale de cette société.

Le prolétariat révolutionnaire ne peut être intéressé ni par le contrôle, ni par la cogestion, ni par l'auto-gestion car il les considère comme des alternatives que peut adopter le capitalisme pour nous exploiter encore plus. Le prolétariat se constituant en classe révolutionnaire n'a qu'un objectif, celui de détruire l'Etat, de s'approprier les moyens de subsistance, d'abolir le salariat et d'imposer sa volonté à travers ses organes de pouvoir afin d'en finir internationalement avec la société divisée en classes.



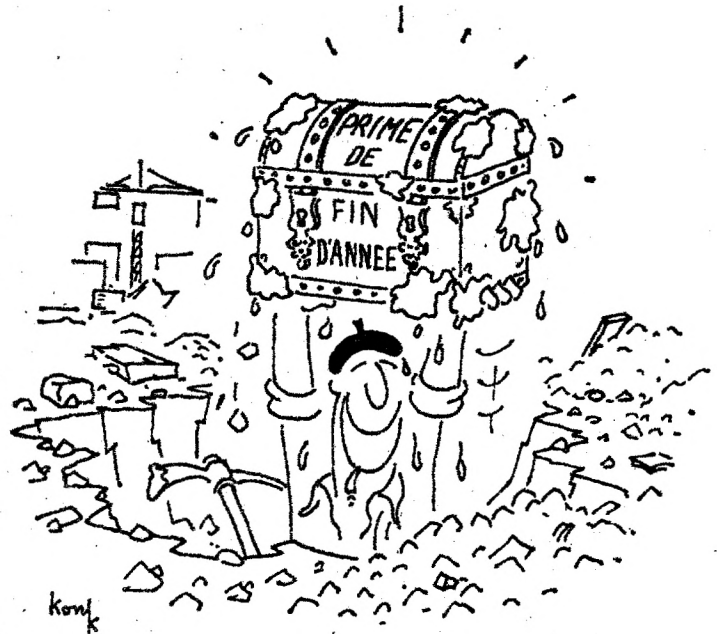
Tous ces braves gens "défenseurs de notre cause" se gargarisent avec les mots "prolétariat", "gestion", "autogestion", "contrôle ouvrier de la production", "Etat" etc... et laissent de côté la question fondamentale, la seule tâche qui vaille le coup d'être accomplie, la destruction du capital, le refus d'être une classe exploitée.

Il ne s'agit pas pour le prolétariat d'apprendre à administrer le capital mais d'en finir avec lui. "Ce n'est pas en accouplant de mille manières le mot Peuple avec le mot Etat qu'on fera avancer le problème d'un saut de puce" Marx dans "critiques des programmes socialistes ". Après l'expérience de la commune de Paris il fut bien clair qu'il ne s'agissait pas pour le prolétariat de s'approprier l'appareil d'Etat mais bien de le détruire et sur ses décombres construire la nouvelle société imposée par les organes qu'adopterait le prolétariat.

Partant de là, on se rend bien compte que les concepts comme contrôle ouvrier, autogestion et autres attrappe-nigauds, sont de trop et ne servent qu'à tous les adeptes du capitalisme.

## SUR LA PARTICIPATION

L'Etat français vient de permettre grâce à la signature du président de la république, la distribution gratuite d'actions des entreprises aux salariés. Giscard a déclaré: " peu à peu nous ferons des français les propriétaires de la France". Il est prêt à sacrifier 3% du Capital. Mais est-ce vraiment un sacrifice ? En fait c'est une tentative, et elle n'est pas nouvelle, d'entretenir au sein du prolétariat des illusions concernant l'intérêt à maintenir ce système d'exploitation. Si le prolétariat ne s'attaque pas au capital, le résultat est comme on a pu le voir dans des cas semblables à travers le monde, un accroissement de la productivité dans les usines où est mis en place ce système (dans la mesure où les ouvriers de ces usines estiment dans leur écrasante majorité qu'ils doivent collaborer à l'accroissement de leur exploitation). D'où accroissement de la plus-value extraite et donc accroissement du capital accumulé entre les mains des capitalistes.



Les capitalistes introduisent cette loi dans l'optique suivante :  
Hausse de productivité pour produire, dans l'entreprise donnée, une marchandise en un temps inférieur au temps social moyen à la production de cette marchandise ( intensification du travail ) afin de réaliser au moment de la vente de la marchandise à sa valeur, la plus-value extraite non seulement dans cette entreprise, mais aussi en partie celle extraite dans les entreprises concurrentes. L'accroissement désiré du capital s'effectuerait d'autant plus que les capitaux extérieurs seraient attirés par la compétitivité de cette entreprise. Les ouvriers eux de toutes les façons seront ainsi relativement toujours plus dépossédés du produit social qu'ils ont produit. Et la lutte de classe remplacée par leur collaboration avec le capitalisme qui les exploite.

Les révolutionnaires doivent dénoncer énergiquement cette réintroduction camouflée du vil travail au rendement, où l'augmentation de salaire se traduit par une perte de salaire relativement à la hausse de productivité entraînée. Nous devons lutter contre cette mystification.

Les Partis de droite, de gauche, autogestionnaires, syndicats sont tous, chacun avec des nuances d'accord avec la participation. Les ouvriers acceptant avec un certain agrément de nouvelles chaînes qui les lient au capital, quelle victoire pour les capitalistes toutes tendances confondues !

Au 19ème siècle le prolétariat s'attaquait au travail à la pièce, aujourd'hui il est prêt à accepter des conditions similaires mais plus camouflées grâce à toutes les forces faussement appelées ouvrières et qui ne désirent que sa docilité, son abrutissement. La révolte, la volonté de détruire le capitalisme par la révolution sociale, ont laissé la place (à quelques exceptions près) à la docilité.

La croissance économique de ce système décadent, permet la réintroduction camouflée et plus sophistiquée de forme de domination toujours plus barbare et inhumaine (le travail au rendement en est un exemple). La technique au service de cette société est un moyen de nous abrutir, de nous écraser, nous n'en profitons aujourd'hui que dans cette unique mesure.

Ne forgeons pas, n'acceptons pas de nouvelles chaînes à notre exploitation, mais détruisons toutes celles qui nous ligotent pour détruire le capitalisme qui règne aujourd'hui sur la totalité de la terre en maître absolu.

---

## SUR LES ELECTIONS

Après avoir fait courrir ses militants aux quatre coins de la France pour recueillir les signatures de quelques cinq cents généreux démocrates (pas moins), Arlette Laguiller, porte-parole de Lutte Ouvrière, revient à la charge des urnes et des institutions démocratiques. D'autres candidatures "trotskistes" ou bien plus généralement d'extrême-gauche suivront ce périlleux premier pas. Quoiqu'il en soit toutes devront se plier à cette loi des cinq cents signatures d'élus locaux.

Nous, révolutionnaires, ne sommes pas de ceux qui regrettent, larme à l'oeil, ce temps béni où chacun pouvait se présenter aux élections présidentielles sans devoir afficher une "pétition-carte d'invitation". Car, pour nous, il n'est pas question de sanctifier tous les sept ans notre exploitation, la misère sociale et le chaos débile de l'humanité tout entière. Car, pour nous, le "prolétariat est révolutionnaire ou il n'est rien". C'est-à-dire qu'objectivement, il est la seule classe sociale qui puisse transformer notre poubelle humaine en un monde communiste. Inconscient de cette capacité et de son devoir, le prolétariat est une masse de manoeuvre soumise à différentes fractions capitalistes. Et les élections sont une période choisie par ces fractions pour s'affronter publiquement et couronner officiellement la gagnante. Chacunes de ces grandes foires sont des défaites supplémentaires pour les prolétaires.

Alors, si un jour, les prolétaires doivent voter, ce sera pour élire ou révoquer ses représentants au sein d'unités actives qui répandront partout la flamme de la révolution sociale. Mais d'où viennent ces griffes que collectionnent pieusement les organisations réactionnaires L"O", L"O" "R" et compagnie ? D'élus des partis capitalistes de "gauche" (P"O", P"S") et de quelques indépendants sans compter les signatures nécessaires provenant de la majorité elle-même. Cette opposition a su reconnaître depuis longtemps ses fils. Elle a su apprécier leur rôle de rabatteur et de mystificateur lors des élections et bien plus encore dans les usines par leur acharnement à soutenir ou à construire ces organes de gestion capitaliste et de répression que sont les syndicats. Elle sait apprécier que ces prétendus révolutionnaires continuent à proclamer haut et fort que la Russie est un Etat Ouvrier dégénéré mais un Etat ouvrier tout de même. Voilà le terme manquant au marché.

Quand les prolétaires cesseront-ils d'être l'objet de toutes les hypocrisies et de tous les marchandages ?

# LE CAPITAL ORGANISE LE RACISME

Nombreux sont les commentaires et réactions de la présence d'ouvriers immigrés, surtout algériens, en France. Aujourd'hui, leur présence dans les cités ouvrières dans les municipalités de gauche, et en fait, leur présence tout court, semble "gêner" quelque peu les fractions politiques du jeu démocratique.

Les maires du P"C" et du P"S" crient qu'on leur joue un sale tour. "Les immigrés posent trop de problèmes", "il faut réglementer par un quota, leur présence sur les territoires municipaux", etc... Bref, "Parquez-les ailleurs", bêlent-ils en chœur.

Bien évidemment, il ne viendra à l'idée d'aucun de ces "élus du peuple de France" de dénoncer le problème là où il est : les conditions de vie des immigrés sont encore plus misérable que celles des français (mais oui ! c'est possible !) dans ces fameuses cités. On accuse les immigrés de "transformer ces villes en dépotoires" ( Le Réveil du Val de-Marne du 17-11-78, organe du P"C") parce qu'ils sont un peu moins manipulables que leurs homologues français ( cf les affrontements avec les flics, à Créteil, en Novembre 80), alors que, tout simplement, le fait de vivre dans des villes qui n'ont pas besoin d'être peuplées pour ressembler à des poubelles provoque naturellement un sentiment de révolte, même diffus. Il ne faut cependant pas s'étonner que ces élus ne mentionnent pas le fait qu'un environnement aussi radicalement anti-humain produise de lui-même des actes inhumains (délinquances, dégradations, etc...) ; mais sans doute ces maires, députés etc... ne le comprennent-ils même pas, bornés qu'ils sont, avec leur mentalité de gestionnaires de dortoirs concentrationnaires.

Il faut voir aussi dans la crainte des gens qui s'y connaissent en manipulations de masses, la peur de franchir des seuils -qu'ils qualifient eux-mêmes d'"intolérables"- de concentration ouvrière à partir desquels la simple coexistence de très nombreux ouvriers risque, même à faible échelle, de favoriser la genèse, la pénétration d'actes et d'idées subversifs, l'échange d'expériences diverses, qui ne peuvent que montrer la profonde identité des prolétaires, quel que soit, entre eux, les barrières nationales, culturelles, etc... qui sont renforcées ou créées par le Capitalisme .

De plus, les immigrés servent d'excellents boucs émissaires au chômage (et au manque de logements) ce qui fait que les idéologies nationalistes, particulièrement celle du stalinisme, peuvent se développer sur la base d'arguments démagogiques et orduriers du genre : "s'il n'y a pas de travail en France, pour les français, c'est qu'il y a trop de travailleurs immigrés". Or non seulement le nombre des immigrés est en diminution mais cette putride flatterie des préjugés racistes tombe devant le fait que, bien souvent, lorsque des immigrés sont licenciés, ils ne sont remplacés par personne !

Le P"C" surenchérit sur les dernières lois scélérates visant au contrôle accru des travailleurs immigrés algériens et à l'accélération de leur renvoi au chômage et au manque de logement algériens. Ces lois ont d'ailleurs été  négociées avec le gouvernement de Chadli ; entre la question du pétrole et du gaz naturel, les gouvernants ont réglé les modalités de retour du bétail humain immigré.

Par tous les moyens, mais aujourd'hui, en France, par le racisme particulièrement, les capitalistes cherchent ( et ils cherchent parce qu'ils y trouvent leur intérêt) à développer des sentiments d'hostilité nationaliste entre français et immigrés. Encore trop souvent, d'un "côté" comme de "l'autre", les prolétaires ne restent pas indifférents à de telles propagandes.

D'autre part les capitalistes de tout poil ne se gênent pas pour prendre des résolutions visant à l'exacerbation des tendances à la répression policière sur l'ensemble de la société et plus particulièrement sur les ouvriers, dans les dites cités ouvrières (d'immigrés ou non) où l'on trouve tant de délinquance (ils doivent avoir ça dans le sang, c'est génétique ! comme dirait Louis Pauwels). Le Capital se renforce par le contrôle policier et la militarisation ( caractéristiques de sociétés en décomposition), la faiblesse de la classe ouvrière étant à la fois cause et conséquence de ce renforcement.

Le prolétariat s'est montré ces derniers temps, encore -sauf isolément- largement incapable de seulement résister à cette tendance, divisé qu'il est dans les "unités" produites par la pourriture capitaliste, et en premier lieu les unités nationales, soupoudrées d'opium religieux ou raciste. Le Capital n'en finit plus de vomir des sauces variées chargées d'accomoder la putréfaction nationaliste. On cherche à faire croire que les intérêts des ouvriers français et immigrés sont fondamentalement divergents afin d'obtenir l'indifférence puis l'hostilité entre prolétaires. Néanmoins quelques pointes d'indifférence à la propagande capitaliste,

voire d'hostilité et de résistance plus active se sont fait jour. La prolifération et l'approfondissement de cette résistance passera par la solidarité sur un terrain de classe, contre les renvois, les licenciements, par les réappropriations des logements non occupés, le refus de payer les loyers, le refus du flicage en général et dans les cités en particulier. Pour cela l'auto-organisation des ouvriers, par delà les barrières catégorielles et contre tous ceux qui les renforcent ( syndicats, partis de l'extrême gauche à l'extrême droite, patrons, l'Etat et ses flics ), est nécessaire.

Le succès de cette lutte contre le capital dépend de la capacité que nous aurons à déborder et balayer les cadres syndicalistes et autres nationalistes pour nous unir dans la lutte, dans l'offensive, non pour sauver l'économie nationale mais pour détruire internationalement l'infect marais fangeux dans lequel nous survivons !



Permanences à Paris: nos permanences se tiennent sur la terrasse du café "Au canon de la Nation", au coin de la place de la Nation et de la rue du Faubourg Saint Antoine, Métro Nation, de 14 à 16 heures, les seconds et derniers samedis de chaque mois, sauf le samedi 10 Janvier.

Nous signalons l'existence de notre groupe à Clermont-Ferrand. Pour prendre contact, écrire à la Boite Postale à Paris.

**PUBLICATIONS DU F.O.R. :**

**-en Français:**

Parti-Etat, stalinisme, révolution	G.Munis	Ed.Spartacus	(112 pages)	13,50F
Les syndicats contre la révolution	B.Péret, G.Munis	Ed.Eric Losfeld	(94 pages)	10F
Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial	G.Munis		(Reproduction photocopiée de l'édition de 1946, 45 pages)	25F
Fausse trajectoire de Révolution Internationale			(7 pages)	2F
Le "manifeste" des exégètes	B.Péret		(Reproduction photocopiée de l'édition de 1946, 29 pages)	20F

**-bilingue Français-Espagnol:**

Pour un second manifeste communiste		Ed.Eric Losfeld	(72 pages)	12F
-------------------------------------	--	-----------------	------------	-----

**-en Espagnol:**

Jalones de derrota, promesa de victoria	G.Munis		(Reproduction fac-simile de l'édition de 1948, 517 pages)	39F
Llamamiento y exhorto a la nueva generacion	Imp.La ruche ouvrière		(20 pages)	4F
Explicacion y llamamiento a los militantes, grupos y secciones de la IV Internacional			(Reproduction photocopiée de l'édition de 1949, 15 pages)	15F

Nous rappelons que la création du F.O.R. s'est effectuée en 1958. Les textes antérieurs à cette date n'expriment pas toujours des positions qui soient encore les nôtres aujourd'hui. Mis à part l'intérêt politique de ces textes, ils portent témoignage de la progression théorique qui a précédé la création du F.O.R..

**Abonnements**

ALARME organe du F.O.R. en France  
1 an.....4n°.....16 F  
ALARMA organe du F.O.R. en Espagne  
1 an.....4n°.....16 F

Les paiements de publications et les abonnements doivent être effectués à l'ordre de:  
ALARME  
CCP n°151628 U Paris

## A PROPOS DU CAPITALISME D'ETAT

Le capitalisme, système mondial que nous subissons aujourd'hui, a été le produit de la lutte de classes, lutte qui amena la classe bourgeoise au pouvoir. Celle-ci s'appuyant sur les couches pauvres de la société, balaya les institutions féodales, préconisa la libre concurrence et développa les forces productives industrielles dans le monde, le tout au nom du concept " égalité, liberté fraternité" utilisé comme une massue contre une classe qui commençait à se constituer en tant que telle, ayant des intérêts spécifiques à défendre contre la nouvelle classe dirigeante. Les journées de Février puis de Juin 1848 ainsi que la commune de Paris le montrent très bien. Le régime bourgeois a désormais un ennemi qu'il ne peut négliger, car au fur et à mesure que son système s'universalise et que les forces productives s'accroissent et se concentrent, son ennemi s'accroît et s'organise.

Mais le bourgeois, propriétaire individuel des moyens de production est confronté également à la dynamique même du système qu'il chérit qu'il défend et dont il se nourrit. La machine qu'il a aidé à mettre en marche lui échappera de plus en plus en tant que propriétaire individuel au point qu'il s'effacera complètement en tant que tel. Le "bourgeois insatiable et cruel" disparaît. Le système "insatiable et plus cruel encore" continue. Cela est dû à la loi intrinsèque au capitalisme, de concentration et de centralisation du capital. La dynamique même du capitalisme a éliminé et élimine la propriété individuelle des moyens de production, passant par les sociétés par actions, les trusts et aboutissant à son ultime conséquence, la concentration de tous les moyens au main de l'Etat.

Dans les changements subits par la propriété ( individuelle, de groupe, par action, d'Etat ) la base même du fonctionnement économique du système ne s'est en rien altérée, en effet elle repose toujours sur ceux qui n'ont rien d'autre que leur force de travail à échanger, sur l'esclavage salarié, l'extorsion de travail non payé ( plus-value ). Le Capitalisme d'Etat représente donc l'aboutissement du système qu'avait façonné la bourgeoisie. En énonçant ces simples constatations nous n'avons fait qu'ébaucher le problème sur le capitalisme d'Etat. En effet, il y a des forces qui sont directement intéressées par cette forme de propriété et qui donc la défendent. Là réside l'importance du problème pour le devenir de l'humanité, d'autant plus que ces forces nous la présentent comme progressiste ou carrément comme forme de propriété socialiste.

Le capitalisme d'Etat, n'est pas apparu en tant que tel la première fois par simple "évolution" du capital mais a été la conséquence de l'échec de la première tentative en 1917 de révolution mondiale et de sa transformation en contre-révolution victorieuse. De là proviennent toutes les incompréhensions théorico-pratiques et toute la racaille s'étant accommodé à la défaite et au massacre du prolétariat insurgé. Mais il ne s'agit pas ici d'argumenter nos positions sur la révolution et contre-révolution russe( cf principalement le livre Parti-Etat stalisme- révolution).

Ceux qui ont vu et qui continuent à voir dans le système russe le modèle du genre ou bien qui se le représentent comme tel critiquant quand même le manque de démocratie, sont comme les charognards, ils se nourrissent de la putréfaction des corps. En effet arrivé à ce stade de concentration et d'accumulation le système du salariat est un corps en plein pourrissement, c'est la barbarie dans le sens plein du terme. Il est clair que les pays dits socialistes sont régis par les mêmes lois économiques d'exploitation que les régimes se reconnaissant comme capitalistes. Ils basent leur existence sur l'achat et la vente de la force de travail, sur la loi de la valeur, pierre angulaire de leur économie. Mais dans ces pays, la production et reproduction élargie du capital est réalisée avec un mépris encore plus grand de l'homme. Tout est déterminé par et pour le renforcement de l'Etat-Patron qui ne se préoccupe que de presser au maximum le rendement des producteurs afin de s'approprier le plus de plus-value possible. Sachant de quoi est capable la religion force est de constater ( cas de la Pologne aujourd'hui ) qu'il y a plus pernicieuse et réactionnaire qu'elle, l'Etat-Patron. Toutes les justifications théoriques du capitalis-

me d'Etat ne peuvent que tomber en friche devant la réalité criante. Mais même si nous détournions nos yeux de l'atrocité de cette forme de domination du capital, les arguments du genre Etat Ouvrier Dégénéré, Socialisme, Progressiste, ne tiennent vraiment pas debout.

Etat Ouvrier Dégénéré ? Depuis plus de 40 ans de "dégénérescence" n'a-t-il pas eu le temps de se régénérer grâce à l'économie soit-disant socialiste ? Non et pour cause car son économie est capitaliste et donc repose sur le même rapport de production que dans les pays occidentaux. Un ouvrier qu'il soit russe chinois ou français subit la même exploitation. Les sacrifices qu'on lui impose au nom d'Allah, du Pape, de la sauvegarde de l'économie nationale ou du "socialisme" a le même résultat dans sa vie réelle, celui d'être le pilier qui maintient les pierres qui l'écrasent. Trotsky lui-même fondateur de cette théorie avait pourtant tenu à préciser: " Si en dépit de toutes vraisemblances, durant la présente guerre, ou immédiatement après elle, la révolution d'Octobre, ne trouvait pas sa continuation dans un pays avancé, si au contraire le prolétariat se trouvait partout rejeté en arrière, nous devrions alors, sans aucun doute, poser la révision de notre conception de la présente époque et de ses forces motrices..."

Socialisme ? Allez demander aux ouvriers Polonais russes ou chinois les bien-faits que leur procure le règne de l'économie socialiste.

Progressif ? L'église pourrait presque apparaître comme étant moins réactionnaire que le Parti-Etat-Patron. Vous avouerez que c'est peu dire !

La propriété des moyens de production au mains de l'Etat ne rapproche pas du socialisme et ne rend pas les tâches socialistes plus faciles à réaliser. Cela se sont les faits matériels qui nous le confirment depuis la révolution russe jusqu'à nos jours. La position exprimée par Engels lui-même dans "socialisme utopique, socialisme scientifique" est à rejeter puisqu'il considérait que la propriété d'Etat tout en ne transformant en rien la nature capitaliste de l'Etat rapprochait le problème de sa solution. En effet, les révolutionnaires ne doivent pas reproduire au pied de la lettre toutes les belles phrases des théoriciens du passé s'ils ne veulent pas tomber dans un dogmatisme anti-révolutionnaire. Ils doivent à tout moment confronter la théorie avec les faits, même si la théorie s'en trouve totalement transformer. Pour notre part nous reprenons complètement ce qu'écrivit en 1883 Gabriel Deville ( cf ce présent numéro d'Alarme ) dans son aperçu sur le socialisme scientifique: " Il n'y a pas à perfectionner, mais à supprimer l'Etat, qui n'est que l'organisation de la classe exploitante pour garantir son exploitation et maintenir dans la soumission ses exploités. Or c'est un mauvais système pour détruire quelque chose que de commencer par le fortifier. Et ce serait augmenter la force de résistance de l'Etat que de favoriser l'accaparement par lui des moyens de production, c'est-à-dire de domination. Ne voyons-nous pas les ouvriers des industries d'Etat courbés, comparativement aux autres, sous un joug plus pénible à secouer ?"

Oui le capitalisme d'Etat est la forme la plus despotique de domination du capitalisme. S'ajoute à cela qu'on veut nous la faire passer pour socialiste. Toute mesure ne visant pas à briser l'accumulation du capital, ainsi que sa concentration et centralisation est réactionnaire. Seules les mesures visant à sa destruction sont progressistes, car elles seules sont à l'ordre du jour. Les conditions matérielles sont archi-mûres pour accomplir cela.

" IL N'EST PLUS L'HEURE DE DEVELOPPER LE  
CAPITALISME NULLE PART, MAIS CELLE DE  
L'ABATTRE PARTOUT". (Pour un second manifeste communiste  
du F.O.R.)

# LE CAPITAL N'A PAS DE FRONTIÈRES

NON AU CAPITALISME PRIVE (Etats Unis, Europe de l'Ouest, Japon etc...)

NON AU CAPITALISME D'ETAT (Russie, Chine et leurs satellites)

Les travailleurs n'ont pas besoin de maîtres.

Le Socialisme, l'Emancipation des travailleurs se fera par les travailleurs eux-mêmes.

Depuis l'anéantissement des forces prolétariennes en Russie par la contre-révolution née au sein du mouvement lui-même, par principalement l'étouffement de celui-ci, le règne du Capitalisme d'Etat vit le jour grâce à l'anéantissement et à la mort de milliers de travailleurs, fers de lances de la révolution d'Octobre.

Les travailleurs sont, depuis, encore plus exploités et cette exploitation est le comble de l'horreur planifiée.

Malheur à qui tente de résister. Calomnies, camps de concentration, asiles psychiatriques. Là mort, telle est la loi du capitalisme retranché dans ces dernières contradictions.

Le Capitalisme dit privé n'a d'ailleurs plus rien de privé mais est déjà un capitalisme collectif (société par action): Celui-ci n'étant pas arrivé à cette centralisation et concentration des moyens de production (Terres, Entreprises, Banques etc...) peut encore faire illusion, d'ailleurs pour peu de temps. En effet la logique du capitalisme l'amène à concentrer la propriété des moyens de production dans des mains toujours plus restreinte de capitalistes. Ainsi le capitalisme d'Etat représente la plus grande concentration, l'avenir réactionnaire du capitalisme faute de révolution sociale prolétarienne.

Les travailleurs peuvent ainsi voir le présent et le futur que les capitalistes de tout poil leur réservent. C'est pourquoi le choix n'est pas entre le capitalisme privé ou le capitalisme d'Etat. Mais bien entre

CAPITALISME OU SOCIALISME  
entre

BARBARIE OU SOCIALISME  
entre

L'HOLOCAUSTE NUCLEAIRE OU SOCIALISME  
entre

LA MORT OU LA VIE

A ce stade travailleurs il n'y a pas de choix. La VIE seule s'impose: le SOCIALISME.

Le socialisme ne sera pas accordé comme un fruit mûr. Les capitalistes ne se rendront pas, ils n'abandonneront pas leurs privilèges sans combattre.

TRAVAILLEURS préparons nous à ce combat, à cette lutte.

Face à la propriété privée ou étatique des moyens de productions OPPOSONS LA PROPRIETE COLLECTIVE de ces mêmes moyens de production qui n'a rien à voir avec les nationalisations, celles-ci amenant au contraire le Capitalisme d'Etat.

Au système du salariat clé de voute de l'exploitation capitaliste, OPPOSONS la suppression du travail salarié, en effet le capital (détenteur des moyens de production) et le travail salarié (le travailleur salarié) sont deux aspects d'un seul et même rapport. L'un est la conséquence de l'autre.

Pour parvenir à cette suppression il est nécessaire que la concurrence que se font les travailleurs entre eux (par exemple pour obtenir plus ou moins de salaire ou d'avantages) cesse. Seule la solidarité, l'union grandissante de tous les travailleurs fera en sorte que l'abolition du salariat soit une réalité.

A la durée de l'exploitation capitaliste (durée du temps de travail) OPPOSONS la réduction massive de la durée de travail décidée par les travailleurs eux-mêmes. Ceux-ci ne manqueront pas de tenir compte des progrès de la technique

et de leurs besoins. En satisfaisant leurs propres besoins ils satisfont en même temps les besoins de l'humanité.

Aux libertés capitalistes réservées aux seuls capitalistes

( En effet leurs libertés se mesurent à la grosseur du porte-feuille et au capital qu'ils accumulent sur notre dos.)

Aux déclarations hypocrites des droits de l'homme qui considèrent l'homme comme une marchandise

OPPOSONS les vrais droits de l'homme, la vraie liberté, c'est-à-dire la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme: le SOCIALISME.

L'EMANCIPATION des travailleurs est en effet celle de tous les êtres humains sans distinction de sexe ni de race.

Face à l'organisation capitaliste (conseil d'administrations, chambres diverses d'industries, de commerce, agricole, banques, Partis politiques de l'extrême droite à l'extrême gauche, syndicats, parlements, gouvernements etc...)

#### ORGANISONS-NOUS

Assemblées Générales des travailleurs sur tous les lieux de travail  
Elections de délégués révocables à tous moments, indépendants des syndicats et responsables devant l'assemblée des travailleurs.

Organisations d'assemblées, de comités sur le plan communal, départemental, régional, national et international contre le capitalisme international

POUR LE SOCIALISME, TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS UNISSONS-NOUS.

## Extraits de

LE CAPITAL de KARL MARX résumé et accompagné d'un APERÇU SUR LE SOCIALISME SCIENTIFIQUE par Gabriel Deville.

(Bibliothèque Socialiste, Flammarion).

En assurant à tous les organismes humains part égale devant les possibilités d'éducation et d'exercice, loin de réaliser l'uniformité, le socialisme fera germer et accentuera les inégalités naturelles, musculaires ou cérébrales. Ce sont là des différences que, quand même ce serait possible, le socialisme scientifique se garderait bien d'effacer, sachant que cette hétérogénéité est une des conditions essentielles du perfectionnement de l'espèce.

Tant que l'égalité sociale devant les moyens de développement et d'action, déduite des tendances intimes de la production moderne, ne sera pas établie, proclamer le droit de l'homme à être libre équivaut à accorder libéralement à un paralytique la permission de marcher. Avec cette égalité seule, la liberté, autrement dit le jeu de tous les organismes humains suivant leur volonté consciente, deviendra une réalité.

Le socialisme veut la liberté entière de l'homme, mais ici il ne faut pas qu'il y ait d'équivoque. Il n'est pas de mot plus élastique que le mot de liberté, c'est un pavillon qui couvre toute espèce de marchandises.

Sous prétexte de liberté des cultes, les champions du plus radical des libéralismes toléreraient en tout état de choses les pratiques religieuses, c'est à dire le danger avéré du viol intellectuel des enfants, risquant d'être mis par leur cerveau déformé dans l'impuissance morale d'exercer sciemment leur faculté de vouloir.

D'autre défendent une liberté du père de famille, qui n'est souvent qu'un attentat légitimé contre l'enfant empêché de devenir normalement ce que sa nature comporte.

Au nom de la liberté du travail, on consacre la liberté pour le capitaliste d'exploiter à sa guise le travailleur, et pour le travailleur l'obligation de se soumettre.



Ces libertés, radicalement accordées à quelques-uns, sont aussi fondées que le serait la liberté pour l'aiguilleur de manoeuvrer les aiguilles et d'opérer les changements de voie au gré de ses caprices.

La liberté est pour chacun, non le droit, qui ne signifie rien, mais le pouvoir moral et matériel de satisfaire ses besoins naturels ou acquis. Dérivant de l'égalité devant les moyens de développement et d'application des facultés organiques, en d'autres termes, de l'universalisation de l'instruction et de la socialisation des forces productives, elle implique l'action commune, la solidarité.

ooooo

Nous sommes partisans du recours à la force pour arriver à la liberté, de même qu'on a recours dans certains cas pathologiques à la camisole de force pour amener la guérison. Une fois guéri, en état de santé, on a la liberté entière des mouvements; tant qu'on est malade, il peut y avoir défense de remuer pour la partie du corps dont les mouvements compromettraient la santé générale. Si, dans la période de traitement qu'exigera la modification de l'ordre social, refuser la liberté à ceux dont l'action pourrait mettre en péril notre réorganisation, c'est être autoritaire, nous sommes autoritaires. Nous voulons procéder autoritairement contre la caste ennemie, nous voulons supprimer les libertés capitalistes qui entravent l'épanouissement des libertés ouvrières.

Mais qu'ici les jésuites rouges ou tricolores ne dénaturent pas notre pensée. L'autorité que nous affirmons utile, n'est point l'autorité césarienne des individualités, quelles que soient ces individualités, sur la masse, c'est l'autorité de la masse sur les individualités qu'elle emploie, c'est l'action directe des intéressés, l'autorité du prolétariat et non sur le prolétariat. Cette autorité de l'ensemble de ceux qui ont intérêt à être libres, ne saurait être pour eux oppressive, à moins d'admettre l'oppression des gens par eux mêmes. La dictature de classe devra régner, jusqu'au jour où la liberté possible pour tous pourra, sans inconvénients pour personne, être reconnue à tous.

Le recours à la force, à la révolution, par la classe qui, afin d'être libre, est obligée de conquérir les moyens de l'être, ne sera pas autre chose que la force retournée par les exploités contre les exploités.

La minorité possédante a placé ses monopoles sous la protection d'une force capable de réfréner les tentatives de révolte de la majorité déshéritée; c'est dans l'existence de classes antagoniques, qu'on trouve la raison d'être des armées permanentes, qui ne sont que la permanence de la force nécessaire à la sécurité de la classe privilégiée - la Belgique, par exemple, a une armée permanente quoique sa neutralité ait été établie par les puissances européennes - et qui ne disparaîtront qu'avec leur cause.

Si l'armée permanente est, dans toute sa brutalité, l'organisation de la force à laquelle n'hésitent jamais à s'adresser les fondés de pouvoir de la caste propriétaire en péril, la légalité n'est que la force systématiquement coordonnée en sentences. Entre l'emploi de la force brutale et l'emploi de la force méthodique, il n'y a qu'une simple question de forme; le résultat est le même. Qu'on soit assommé sauvagement ou conformément aux règles de la boxe, on n'en est pas moins assommé. La loi n'est que la consécration de la force chargée de maintenir intacts les privilèges économiques de la caste possédante et

dirigeante; et c'est en opposant victorieusement la force à la force, en brisant violemment, par conséquent, cette forme de la force qu'est la légalité, qu'une classe inférieure parvient à son affranchissement.

Si notre but, la socialisation des forces productives, est une nécessité économique, notre moyen, la force, est une nécessité historique.

ooooo

Pour modifier l'homme et ses institutions, il faut commencer par modifier le milieu économique dont ils sont le produit. Bien que conforme aux conditions économiques du moment, une transformation sociale telle que l'abolition de l'esclavage aux Etats-Unis et l'abolition du salariat actuellement chez nous, ne s'opère pas sans perturbation violente. L'ordre de choses ancien, matrice de l'organisme supérieur appelé à le remplacer, ne subit pas sans résister l'éclosion des éléments nouveaux qu'il a engendrés: tout enfantement est accompagné d'effusion de sang.

Et ce n'est pas en parlant au nom du droit qu'on pourrait éviter de recourir à la force. Les temps sont passés où, en soufflant dans leurs trompettes, les

Hébreux: faisaient tomber les murs de Jéricho, les périodes les plus ronflantes sur le droit et la justice ne **détacheraient** pas une pierre de la forteresse capitaliste. S'il est vrai au point de vue subjectif que la force ne peut pas constituer un droit en réalité il en est autrement; la force constitue le droit en ce sens que tout droit qui n'a pas la sanction de la force, est confiné dans le domaine spéculatif.

o o o o o o

En matière de révolution, nous ne prêchons pas l'art pour l'art, comme ces fantoches à la Pyat, révolutionnaires d'opéra-bouffe, tutoyant le peuple, faisant parler la poudre en style amphigourique et ne prenant que la poudre d'escampette, portant des toasts à de petites balles mais ayant soin de "partir avant que les fusils ne partent". La révolution n'est pas notre but, elle n'est que le moyen que nous imposent les circonstances pour l'atteindre.

Ce que nous poursuivons, ce n'est pas l'instauration par un coup de force d'une forme sociale dont nous avons le plan dans la tête, c'est le remplacement de l'ordre capitaliste par l'ordre dont les éléments, ainsi que cela a été précédemment montré, se développent chaque jour d'avantage dans le sein même de l'ordre actuel. Cette transformation est subordonnée à la prise de possession préalable du pouvoir politique. La classe ouvrière doit s'emparer par la force de ce pouvoir qui, entre ses mains, sera l'instrument de l'expropriation économique de la bourgeoisie et de l'appropriation collective des moyens de production.

Nous signalons que C.DEVILLE dans un post-scriptum à la préface de son livre, déclare avoir changé de position sur la violence. Nous ignorons les causes et les motifs argumentés de cette décision, mais nous vous renvoyons au livre (que nous n'avons pu trouver) dans lequel il développe cette nouvelle position: Principes Socialistes.

## Sommaire

- Pologne: grèves de masse.....pg1
- Pologne: Solidarité de classe(tract).....pg4
- Chômeurs, non-chômeurs, même esclavage.....pg5
- Contre l'unité nationale.....pg6
- Quelques mystifications du Capital.....pg8
- Le Capital organise le racisme.....pg11
- A propos du capitalisme d'Etat.....pg13
- Le Capital n'a pas de frontières.....pg15
- Extraits de.....pg16

BONNE  
ANNÉE -  
BONNE SANTÉ  
- LA PAIX  
DANS LE MONDE  
LA JUSTICE POUR  
TOUS - LA FIN DU  
CHÔMAGE - UNE  
FRANCE PAISIBLE  
- BONNE ANNÉE  
BONNE SANTÉ



Communiqué..... Communiqué..... Communiqué..... Communiqué.....

Nous avons reçu ce texte du Parti Communiste International.

Des informations de source algérienne ont récemment annoncé que 7 personnes accusés d'avoir été en contact avec notre organisation allait être jugées par le tribunal militaire de Blida pour "atteinte à la sûreté de l'Etat" et "complot" (voir le Monde du 27 Novembre ainsi que Libération du 3-12-80).

Le gouvernement algérien ne craint pas de se ridiculiser en qualifiant de complot contre la sûreté de l'Etat la possession par une poignée de jeunes lecteurs de quelques journaux et revues dont la plupart étaient librement vendus en Algérie à l'époque des arrestations. On pourrait se contenter d'en sourire si des inculpés n'étaient depuis plus de 2 ans au secret entre les mains de la sécurité militaire algérienne, si l'un d'entre eux au moins n'avait été torturé au point de devoir être hospitalisé, et si on ne s'apprêtait maintenant à les faire lourdement condamner par un "tribunal militaire" siégeant à la sauvette. Tel est le prix, en Algérie, du délit de lectures et d'opinions marxistes et internationalistes - car c'est bien d'un délit de lecture et d'opinion qu'il s'agit. Ou bien alors, s'il s'agit d'autre chose, que le gouvernement algérien le prouve en organisant un procès public avec la participation de défenseurs et d'observateurs étrangers. Nous l'en défions.

---

Le FOR se déclare solidaire des 7 emprisonnés, victimes de l'Etat capitaliste algérien, et pense que les limites de cette solidarité ne peuvent être dépassées que par la solidarité de la classe ouvrière en action.